

UN AUTOMNE DIFFICILE

Les derniers chiffres du FMI ne sont décidément pas réjouissants. En effet, l'institution internationale a revu les chiffres de croissance de l'économie mondiale pour 2016 à la baisse : 3 % du PIB mondial, au maximum, avec une performance meilleure pour les pays en voie de développement et moins bonne pour les pays dits industrialisés⁽¹⁾. Ainsi, les perspectives américaines sont moins prometteuses qu'il y a quelques trimestres, ce qui explique les réticences de la FED à augmenter ses taux d'intervention. Certes, le chômage ne dépasse pas les 5 %, mais la création d'emplois est moins rapide que prévue. En outre, des bulles réapparaissent : l'immobilier repart à la hausse, ainsi que la Bourse, sans parler de l'endettement (par exemple les prêts étudiants). Une récente étude pointe l'augmentation des inégalités aux Etats-Unis, comme la principale cause de la faible croissance⁽²⁾ ; l'émergence de Donald Trump et de son populisme en est une des conséquences les plus évidentes. Jamais une sortie de récession n'a été aussi lente dans ce pays et certains craignent l'arrivée d'une nouvelle récession.

En ce qui concerne l'Europe, la situation n'est guère plus brillante. La zone euro plafonne à 1,7 %, sans espoir d'amélioration rapide, malgré la faiblesse de notre monnaie, des taux d'intérêt favorables et un prix du pétrole durablement bas. En plus, les conséquences du « Brexit » ne sont pas encore entièrement intégrées et les négociations de sortie de la Grande-Bretagne (ou ce qui en restera) vont durer, entraînant un freinage des investissements dans toute l'Europe. De toute façon, cette conjoncture négative ne fait que s'ajouter à une faiblesse structurelle majeure de notre continent : son déclin démographique. L'Histoire nous enseigne qu'il n'y a pas de croissance possible, lorsque la population décroît. En effet, la demande diminue, ce qui entraîne un déclin de l'offre, donc de la production. En plus, le vieillissement démographique a des conséquences psychologiques néfastes : accroissement de l'aversion au risque, poids grandissant des retraites à payer, diminution de la population active. Bien sûr, l'immigration peut compenser le « vide » démographique, mais crée d'autres problèmes : intégration culturelle des nouveaux arrivants, danger de communautarisme, etc. Le débat actuel sur l'accueil des réfugiés syriens et autres illustre bien l'enjeu de ces discussions. Un avant-goût de la situation européenne future apparaît dans la trajectoire que subit le Japon, condamné à trouver une solution à sa décroissance démographique accélérée. Si celle-ci ne passe pas par l'immigration, compte tenu du contexte culturel nippon, on peut imaginer qu'elle s'appuiera à la fois sur un recul important de l'âge de la retraite (ce qui ne peut être considéré comme un progrès social !) et une robotisation accélérée de l'industrie et des services (y compris ceux dédiés à la personne). C'est quand même un « autre monde », dont les caractéristiques n'ont pas encore été testées par l'humanité. D'un certain point de vue, le Japon est un « laboratoire du futur », dont on surveillera avec beaucoup d'intérêt le mode de fonctionnement.

Quant aux pays émergents, leurs destins tendent à diverger profondément. Le Brésil et la Russie connaissent de grandes difficultés⁽³⁾, compte tenu de la baisse durable des prix des matières premières, pétrole compris. Les années prochaines ne semblent pas être susceptibles d'apporter des améliorations substantielles pour ces pays. En ce qui concerne l'Inde, la situation est meilleure (une croissance supérieure à 7 %), dans la mesure où le « rattrapage » économique apporte une dynamique qui devrait perdurer, pour peu que ce pays continue à enchaîner les réformes indispensables à la modernité (libéralisation des échanges, lutte contre la bureaucratie, etc). Enfin la Chine, qui a vu sa croissance faiblir (officiellement à 6,6 %, mais probablement 4 % - 5 %, en réalité), a entrepris de se tourner vers d'autres buts : montée en gamme au niveau industriel ; implantation à l'étranger, à travers des investissements directs (ceux-ci dépassent désormais les investissements étrangers en Chine !) ; développement des liens économiques régionaux (« la Nouvelle Route de la Soie »), nouvelle puissance financière (le yuan fait désormais partie des grandes monnaies mondiales)⁽⁴⁾.

Cette évolution est cohérente avec une tendance (de fond) au ralentissement de « la mondialisation » des échanges. Désormais, le commerce international croît à un rythme inférieur à celui de la production mondiale. Par contre, les autres types de flux prennent progressivement le relais : les investissements à l'étranger (aux traditionnels flux Nord-Sud s'ajoutent depuis peu les investissements du Sud au Nord⁽⁵⁾ et du Sud vers le Sud⁽⁶⁾) ; l'aide au développement (plus de 130 milliards de dollars, en 2015) et les transferts d'argent entre particuliers, dont les envois de fonds de travailleurs émigrés, pour un total de plus de 600 milliards de dollars. Dans ce contexte, la France va probablement souffrir.

Avec une croissance probable de 1,3 % en 2016, ce qui correspond à une croissance par habitant de seulement 0,8 % du PIB⁽⁷⁾, notre pays n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise financière de 2008. La proximité de l'élection présidentielle ne permet pas d'anticiper une année 2017 particulièrement faste. En outre, la réalisation concrète du Brexit qui va s'étaler sur plusieurs années et les incertitudes qu'il implique risquent de continuer à paralyser l'Union Européenne. Plus précisément, celle-ci pâtit de la divergence accrue entre les trajectoires de ses deux principaux moteurs : d'un côté, une Allemagne vieillissante qui enregistre des excédents commerciaux record, un excédent budgétaire et un quasi plein-emploi. De l'autre côté, une France à l'exact opposé : déficits du commerce extérieur et du budget substantiels, chômage de masse, absence de réformes. Ce grand écart, au cœur de la zone euro et de l'Union Européenne est certainement la cause première de l'éloignement politique entre ces deux nations. Et, à mes yeux, le prochain défi à relever.

Bernard Marois

⁽¹⁾ A savoir, 4,2 % pour les pays émergents, contre 1,6 % pour les Etats-Unis et 1,7 % pour la zone euro.

⁽²⁾ Certains économistes insistent également sur la faiblesse de la productivité.

⁽³⁾ Le Brésil aura connu une récession de 3,3 % en 2016 et la Russie de 0,8 %. Néanmoins 2017 devrait se présenter sous des meilleurs auspices (respectivement + 0,5 % et + 1,1 %).

⁽⁴⁾ Le FMI vient de décider que le yuan (ou « renminbi ») serait intégré dans les DTS (Droits de Tirages Spéciaux), à hauteur de 10 %, au côté du dollar, de l'euro, du yen et de la livre sterling.

⁽⁵⁾ Par exemple, les investissements chinois ou qataris en Europe.

⁽⁶⁾ Investissements chinois ou indiens en Afrique.

⁽⁷⁾ Compte tenu de notre croissance démographique (environ 300 000 personnes supplémentaires, chaque année), la France serait en mesure de connaître une croissance bien plus élevée, si le contexte administratif, social et fiscal était plus porteur.